

Questions orales

M. Hnatyshyn: Pas de bagarre!

M. le Président: Je prie le député de m'excuser. Le député de Winnipeg—Birds Hill—Winnipeg—Fort Garry a la parole.

M. Axworthy: Cette fois-ci, vous ne vous êtes pas trompé, monsieur le Président, et je m'en réjouis.

M. le Président: Le député devrait se dépêcher de poser sa question.

Des voix: Bravo!

M. Axworthy: Monsieur le Président, ça en prend toujours deux comme eux pour en faire un comme nous.

M. Broadbent: Pas de commentaire.

Des voix: Oh, oh!

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

L'EXPORTATION DE PIÈCES D'HÉLICOPTÈRE À DESTINATION DE L'IRAN

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a déclaré que c'était le gouvernement canadien seul qui avait décidé de permettre à la société Pratt & Whitney d'exporter des pièces de moteur vers l'Iran. Peut-il nous expliquer alors pourquoi le porte-parole de la société Pratt & Whitney a affirmé que cette entreprise avait non seulement obtenu la permission du gouvernement canadien, mais qu'elle avait également cherché à obtenir l'accord du gouvernement américain?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, certaines pièces étaient américaines et d'autres, canadiennes. La société avait besoin de l'autorisation du gouvernement américain pour exporter les pièces américaines, et du gouvernement canadien, pour les pièces canadiennes. Le député ne veut assurément pas donner à entendre que les États-Unis devraient donner leur aval à la politique du Canada en matière d'exportation. Ce n'est pas là l'opinion du gouvernement.

PRATT & WHITNEY—LA COMMUNICATION AVEC LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je ne l'ai jamais soutenu. Le fait est que c'est le gouvernement qui a pris la décision. La société Pratt & Whitney, une filiale de la société United Technologies, a décidé de vendre au gouvernement iranien un moteur fabriqué totalement au Canada, qui pourrait fort bien être utilisé à des fins militaires. Le ministre ou son ministère savaient-ils que la société Pratt & Whitney était également en rapport avec le gouvernement américain au sujet de l'exportation en Iran de ses moteurs fabriqués au Canada?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, c'est fort possible. Cependant, le député tente d'insinuer que le gouvernement canadien a agi

de connivence avec le gouvernement américain et le gouvernement d'un autre pays. C'est tout à fait faux, et le député devrait le reconnaître.

Comme on l'a admis lorsque j'ai présenté en septembre des modifications à la loi relative au contrôle des exportations, les problèmes actuels sont attribuables aux lacunes de la législation en vigueur pendant si longtemps sous l'ancien gouvernement libéral. Nous avons proposé des modifications à cette loi. Nous avons déjà mis fin à l'exportation de certains moteurs militaires, que le gouvernement libéral était disposé à vendre à l'Iran, ce que j'ai refusé de faire.

Nous reconnaissons le problème bien réel que pose le double usage. Je le répète, nous tentons de trouver une façon de résoudre ce problème tout en protégeant tous les intérêts canadiens. J'espère que maintenant qu'il y a, au Canada, un gouvernement qui se penche sérieusement sur le problème des exportations canadiennes et des permis, nous pourrions obtenir la collaboration de la Chambre.

M. Axworthy: Soyez sérieux.

* * *

L'APARTHEID

L'AFRIQUE DU SUD—L'INVESTISSEMENT DE LA SOCIÉTÉ FALCONBRIDGE NICKEL MINES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il y a deux jours, à la Chambre, j'ai soulevé la question des 31,6 millions de dollars que Falconbridge Nickel Mines réinvestit dans Western Platinum, une mine d'Afrique du Sud. Le président de Falconbridge Nickel Mines a fait fi de la lettre du ministre sur les lignes directrices d'application volontaire régissant les investissements en Afrique du Sud. Le ministre a-t-il, dans ce cas-là, l'intention d'ordonner à Falconbridge de se défaire des parts qu'elle détient dans Western Platinum en Afrique du Sud?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je déplore profondément cette initiative de Falconbridge qui, à mon sens, défie la politique du gouvernement canadien. J'ai dit que je la trouvais regrettable. Le vice-premier ministre a réitéré ces sentiments à la réunion qu'il a eue hier avec le président de Falconbridge, lequel a laissé savoir que Falconbridge se départirait le plus tôt possible de ses avoirs en Afrique du Sud.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, je félicite le ministre de la déclaration qu'il vient de faire.

ON DEMANDE DES LIGNES DE CONDUITE OBLIGATOIRES

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, il est fort évident que l'action volontaire ne donne pas les résultats escomptés. Des lignes de conduite obligatoires sont nécessaires. Le ministre est-il disposé à proposer que l'on impose des lignes de conduite obligatoires aux «Falconbridge» du pays?